

Eugène Nindorera

La paix et le développement en Afrique – lutte contre la pauvreté et la migration

En regardant une carte de l'Afrique de l'an 2000, il est difficile de ne pas être envahi par un sentiment d'angoisse devant autant de conflits de diverses natures.

Ces conflits sont qualifiés de politiques, ethniques, religieux ou encore régionaux mais ils ont souvent une dimension économique qu'il ne faut pas minimiser. Ces conflits sont généralement le résultat d'une combinaison de plusieurs de ces facteurs.

Par ailleurs, ces conflits s'étendent parfois bien au-delà des frontières d'un État pour couvrir toute une région. Cela n'a rien d'étonnant puisque ces frontières sont le fruit d'un découpage artificiel hérité de la domination coloniale.

Le flux migratoire massif de en Afrique ne se justifie pas seulement par l'ampleur de ces conflits. La pauvreté engendre aussi des mouvements migratoires. Lorsqu'un chef de famille n'arrive pas à satisfaire les besoins les plus élémentaires de sa famille dans un espace donné, il n'a souvent pas d'autre choix que de tenter sa chance ailleurs, que ce soit à l'intérieur de son pays, dans un pays limitrophe ou sur un autre continent.

Je voudrais donc m'interroger sur les principales causes et conséquences de ces phénomènes complexes que sont les conflits et la pauvreté en Afrique et au Burundi en particulier. Je voudrais ensuite esquisser quelques possibilités de solution.

Une analyse approfondie de tous les conflits qui secouent l'Afrique révélerait sans aucun doute qu'un grand nombre d'entre eux aurait pu être évité avec des leaders politiques plus soucieux d'assurer un développement équitable et durable de leur pays. L'accès au pouvoir et sa gestion sont toujours des éléments de n'importe quel conflit ce qui lui confère assurément un caractère politique.

Si la conquête du pouvoir politique peut être une grande source de motivation pour les hommes politiques, elle peut difficilement mobiliser les populations. C'est pourquoi les différences d'ordre ethnique, social, religieux ou régional sont manipulées à des fins dangereuses. Cette manipulation est encore plus facile lorsqu'elle annonce de meilleures perspectives sur les plans économique et social pour l'individu en soi, pour son groupe ou pour son pays.

Lorsqu'un pays ou un région fait l'objet de beaucoup de convoitises au point de justifier une guerre sanglante qui requiert des moyens exorbitants, c'est aussi pour ses richesses ou pour les avantages qu'il vous procure. Si le Zimbabwe est prêt à dépenser un million de dollars par jour dans la guerre du Congo, ce n'est pas pour la défense d'une cause humanitaire ou idéologique. Lorsque l'on tue aussi facilement son voisin parce qu'il appartient à une autre ethnie ou parce qu'il a des points de vue divergents, qu'ils soient politiques ou autres, c'est souvent aussi dans le but de le spolier de sa terre et de ses biens.

À côté des causes objectives d'un conflit, il existe toute une série de raisons subjectives, émotionnelles voire irrationnelles qui accentuent le conflit et diminuent les chances de lui trouver une issue rapide et heureuse. Peut-on trouver des explications raisonnables à la violence aveugle qui oppose les Hutus et les Tutsis de la région des Grands Lacs, les Érythréens et les Éthiopiens, les Russes et les Tchétchènes, les Catholiques et les Protestants en Irlande? Ce ne sont là que quelques exemples parmi tant d'autres qui confirment la gravité et la complexité de ces conflits.

En ce qui concerne la pauvreté en Afrique, ce n'est pas du tout une fatalité. Au contraire, l'Afrique est dotée de ressources naturelles immenses, mais elles sont inégalement réparties et souvent mal gérées. Il y a de grands et de petits États, des pays plus riches que d'autres et des régions plus fertiles que d'autres à l'intérieur d'un même État. Ces lois de la nature s'appliquent aussi bien à l'Afrique qu'au reste du monde.

Chaque État africain a la responsabilité de gérer au mieux ses ressources pour assurer son développement et créer un environnement politique, social et économique permettant à ses citoyens de satisfaire leurs besoins les plus fondamentaux. Même si les ressources d'un pays sont limitées, les dirigeants peuvent opérer des choix susceptibles de promouvoir le développement collectif et individuel et favoriser une répartition équitable de ces ressources.

Aujourd'hui, les réalités de l'économie mondiale sont telles qu'aucun pays au monde ne peut se suffire à lui-même. Des rapports se sont développés établissant une hiérarchie de forces que les uns et les autres s'efforcent de changer en leur faveur. Paradoxalement, la recherche d'un équilibre est constamment à l'ordre du jour. En tout état de cause, le dialogue et les rapports Nord-Sud, Sud-Sud ou Nord-Nord à travers les relations bilatérales ou multilatérales reflètent bien l'évolution du monde de ces dernières décennies.

Malheureusement, la gestion de 40 années d'indépendance affiche un bilan plutôt mitigé et même décevant. Seule une minorité d'Africains profitant d'une mauvaise gestion du pouvoir, a pu bénéficier des richesses de l'Afrique. L'écart entre la minorité de riches et la majorité de pauvres s'est creusé, créant ainsi les conditions pouvant servir de détonateur à un conflit. Or, tout développement est menacé par l'émergence d'un conflit qui peut s'avérer devastateur. Il est possible et même facile de détruire en quelques minutes ce qu'on a construit pendant des années.

D'énormes progrès ont été réalisés dans beaucoup de pays et leurs ressortissants en ont tiré de réels avantages, d'une manière ou d'une autre, dans les domaines de l'éducation, de la santé, des infrastructures routières, des nouvelles industries, de la décentralisation, etc. Certains pays ont su garder le cap et font aujourd'hui l'honneur et la fierté de l'Afrique. D'autres sociétés reposaient sur un équilibre fragile qui n'a pas pu résister aux secousses provoquées par les contradictions et les pressions multiformes internes et externes.

Je ne peux m'empêcher d'évoquer l'exemple de la Côte d'Ivoire. Qui aurait pu imaginer hier ce qui lui arrive aujourd'hui? La Côte d'Ivoire était un pays stable et prospère, une terre d'accueil pour de très nombreux Africains de l'Ouest qui y trouvaient davantage d'opportunités pour leur survie économique. Cette ouverture a donné naissance au problème de „l'ivoirité“ qui divise les Ivoiriens en général et la classe politique en particulier. En Côte d'Ivoire, il s'agit d'un conflit politique mais l'existence de facteurs liés à la religion, à la région et à la nationalité paraît évidente même s'il est difficile d'en évaluer l'impact. L'avenir des „non Ivoiriens purs“ est incertain tandis que d'authentiques Ivoiriens pourraient décider de quitter leur pays pour s'épanouir ou investir dans un pays plus sûr.

Le phénomène de migration sous l'influence de facteurs politiques ou économiques est très complexe et très varié. Les conflits et la pauvreté provoquent des déplacements de populations dont il n'est pas toujours aisé de cerner les contours.

Au Burundi, des familles entières ont quitté des provinces frontalières pour se réfugier en Tanzanie à cause des problèmes de sécurité alors que ces difficultés n'étaient pas plus importantes que les années antérieures. En réalité, les perturbations climatologiques ayant entraîné une famine limitée dans ces régions, ces familles étaient sûres de survivre sur le territoire tanzanien grâce à l'assistance que le Haut Commissariat pour les Réfugiés – HCR – accorde aux réfugiés.

Beaucoup d'intellectuels burundais détenteurs de diplômes de 3ème cycle préfèrent rester en Europe au lieu de rentrer au Burundi. Ce sont moins les problèmes politiques et sécuritaires qui les retiennent en Europe que les conditions de vie d'un professeur d'université. Après de longues études, le professeur d'université dispose d'un salaire mensuel inférieur à 150 dollars américains (\$ US). Ce montant ne lui permet pas de payer le loyer, les besoins alimentaires et les frais de déplacement.

Une dizaine de spécialistes burundais en médecine donnent des cours au Rwanda ou y exercent leur spécialité car leur salaire mensuel a été multiplié par 12, par 15 et parfois par 20! Dans ces conditions, il est extrêmement difficile d'empêcher cette „fuite de cerveaux“.

La densité de la population burundaise et les problèmes démographiques liés au déchiquelage des terres amène des paysans burundaise à rechercher d'autres terres, plus grandes et plus fertiles. À défaut de les obtenir à l'intérieur des frontières, ils n'hésitent parfois pas à traverser les frontières car les considérations de survie et d'ordre économique prévalent sur les considérations d'ordre psychologique ou sentimental.

En définitive, c'est toute la région qui se trouve déstabilisée par un conflit ou une crise économique qui survient dans l'un de ses pays. L'accueil de réfugiés cause toujours au pays d'asile des problèmes de toute nature.

Enfin, à cause de la crise que traverse le Burundi aujourd'hui, le nombre de réfugiés burundais en Europe et en Amérique a fortement augmenté. Une partie d'entre eux sont des réfugiés socio-économiques. Si l'Europe n'était pas aussi éloignée du Burundi, le flux de migration vers ce continent serait beaucoup plus massif.

Les pays occidentaux interviennent indirectement sur le terrain car ils contribuent de manière substantielle au financement des opérations menées par les organisations non gouvernementales et les organisations internationales comme le HCR.

En ce qui concerne les possibilités de solution, elles doivent répondre aux causes identifiées, c'est-à-dire prévenir les conflits et lutter contre la pauvreté. Quant aux acteurs impliqués, ce sont les partenaires sociaux au niveau interne, les pays de la région et la communauté internationale.

La qualité du leadership est un facteur déterminant et incontournable sans lequel l'impact de toutes les autres solutions reste limité. Avec un bon gouvernement, il est possible de prévenir les conflits et d'assurer un développement équitable même si les ressources sont limitées.

Une bonne administration suppose entre autres la séparation des pouvoirs, la participation de la population dans le choix de ses dirigeants, l'existence d'une opposition, le renforcement de la société civile, la mise en œuvre des réformes économiques susceptibles de promouvoir le développement de tous, la rigueur dans la gestion des affaires publiques ainsi que la promotion des droits de la personne humaine et de la résolution pacifique des conflits.

Au niveau régional, la recherche de stabilité est indispensable pour éviter les dérèglements causés par l'insécurité aux frontières et le flux massif de réfugiés.

Même si l'intégration régionale n'est pas encore un grand succès en Afrique, elle demeure une voie pour résoudre les problèmes économiques des États et dans certains cas prévenir les conflits. Les problèmes d'identité ethnique ou autre s'étendent sur plusieurs États qui doivent collaborer pour éviter que cette question ne soit à l'origine de conflits sanglants.

Il s'agit donc de renforcer les acquis de l'intégration régionale et de trouver des réponses appropriées aux problèmes multiples et complexes observés dans les tentatives africaines d'intégration régionale.

Dans le cas du Burundi, les pays voisins ont décrété un embargo, qui sur le plan des principes, était tout aussi illégal que le coup d'État que ces pays voulaient condamner. Cet embargo qui a été largement suivi par la communauté internationale a surtout frappé les petits gens et les catégories vulnérables de la population.

L'embargo et la suspension de la coopération ont fortement affaibli l'économie burundaise et le pouvoir d'achat des Burundais qui sont devenus de plus en plus pauvres. L'accord de paix risque de s'appliquer dans un environnement économique et social tellement défavorable qu'il risque de ne pas répondre aux espoirs qu'il suscite aux yeux des millions de Burundais meurtris par sept ans de guerre.

Quant à la communauté internationale, l'importance de son rôle n'est plus à démontrer. Sans le recours à la coopération au développement, il est pratiquement impossible à certains États africains de régler les problèmes auxquels ils sont confrontés. Malgré leur bonne foi et la qualité de leur gestion, des gouvernements ne sont pas en mesure d'empêcher les mouvements migratoires de populations qui veulent à tout prix fuir la misère.

La coopération au développement est un moyen de prévention de l'émigration parce qu'elle contribue à la prévention des conflits d'une part, et à la lutte contre la pauvreté d'autre part. Le champ de définition de la coopération au développement est tellement large que la difficulté majeure consiste à déterminer des domaines d'intervention conformes aux intérêts des populations nécessiteuses.

En principe, celles-ci n'ont pas à subir les conséquences des erreurs de leurs dirigeants politiques. Cependant, l'aide au développement ne peut se réaliser en dehors de la souveraineté d'un État et de la volonté gouvernementale.

Il s'agit parfois d'un dilemme qui touche les consciences. Au Burundi, pendant la période d'embargo et de suspension de la coopération, seule l'aide humanitaire était autorisée. Devant cette limitation inacceptable au vu des souffrances de la population, la notion d'aide humanitaire „élargie“ a été avancée pour forcer les barrières précédemment imposées et jugées trop contraignantes.

Sans le concours de pays partenaires tels que l'Autriche, le Burundi n'aurait pas pu organiser les négociations d'Arusha qui, nous l'espérons tous, vont pouvoir mettre fin aux conflits périodiques qui opposent les Burundais depuis plus de 30 ans.

Au-delà des fonds alloués par les bailleurs, les Burundais ont aussi eu besoin de personnalités étrangères comme l'Ambassadeur Lennkh, pour les aider à se rapprocher et à surmonter leur méfiance réciproque.

Le processus conduisant à l'arrêt des violences et à un véritable accord de paix est fort avancé et devrait aboutir dans les prochaines semaines. La phase de la mise en application de l'accord est bien-entendu fondamentale et requiert encore des moyens que le Burundi ne possède pas.

Une fois de plus, le Burundi compte sur les pays amis pour le soutenir dans ces moments de dures épreuve. Sans leur coopération, le Burundi peut sombrer dans le chaos.

L'Autriche et l'Ambassadeur Lennkh nous ont déjà apporté un appui inestimable. Des vies humaines ont été sauvées et le processus de paix vise à prévenir d'autres catastrophes humanitaires dans un petit pays que beaucoup d'Autrichiens ne connaissent même pas. Permettez-moi, au nom de ces populations malheureuses, de vous exprimer mes sincères remerciements et vous encourager à progresser dans notre politique de coopération au développement.